

Considérant que selon les dispositions de l'article 234 de la Constitution, l'une des compétences de la Cour est de statuer sur les lois et les actes réglementaires pris dans les matières autres que celles relevant du domaine de la loi;

Considérant que la requête sous examen émane du Président de la République

l'une des personnalités habilitées à saisir la Cour de Céans aux termes des dispositions de l'article 236 alinéa 1 de la Constitution et de l'article 4 alinéa 1 de la loi n° 1/03 du 11 janvier 2007 ci-haut citée et que l'objet de sa requête est de vérifier la constitutionnalité de la loi organique portant Organisation et Fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature;

Considérant que l'article 225 de la Constitution renvoie, quant à l'organisation et au fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature, à une loi organique;

Considérant que le Président de la République, en application de l'article 202 alinéa 4 de la Constitution, a saisi la Cour de Céans pour faire vérifier, avant la promulgation, la conformité à la Constitution de la loi organique portant Organisation et Fonctionnement du Conseil de la Magistrature et que de l'analyse de la Cour, elle ne

relève aucune non-conformité à la Constitution;

Décide

1°) Que la saisine est régulière.

2°) Qu'elle est compétente pour statuer sur la requête.

3°) Que la requête est recevable.

4°) Que la loi organique portant Organisation et Fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature est conforme à la Constitution.

5°) Que le présent arrêt sera publié au Bulletin Officiel du Burundi.

Ont siégé à Bujumbura, le 03 juin 2019 ;

Président:

Charles NDAGIJIMANA (sé)

Vice-président:

Jérémie NTAKIRUTIMANA (sé)

Membres:

Claudine KARENZO (sé)

Bernard NTAVYIBUHA (sé)

Canésius NDIHOKUBWAYO (sé)

Léopold KABU RA (sé)

Grégoire NKESHIMANA (sé)

Greffier:

Irène NIZIGAMA (sé)

#### ARRET RCCB 367 DU 03 JUIN 2019

La Cour Constitutionnelle,

Saisie d'une requête du Président de la République par sa lettre N°100/P.R/42/2019 du 24 mai 2019 transmise à la Cour de Céans pour vérifier la conformité à la Constitution de la Loi Organique portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Conseil Supérieur des parquets, requête reçue au greffe de la Cour Constitutionnelle en date du 27 mai 2019 et enrôlée sous le numéro RCCB 367;

Au vu des textes suivants:

- La Constitution de la République du Burundi;

-La loi n°01/018 du 19 décembre 2002 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle telle que modifiée par la loi n°01/03 du 11 janvier 2007 ;

-Le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle;

Vu les pièces du dossier;

Ouï le rapport d'un membre de la Cour;

Après en avoir délibéré;

Considérant que le Président de la République a saisi la Cour conformément aux articles 236 alinéa 1 de la Constitution et 4 alinéa 1 de la loi n°1/03 du 11 janvier 2007 portant modification de certaines dispositions de la loi n°1/018 du 19 décembre 2002 portant Organisation et Fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle qui disposent : «La Cour

Constitutionnelle est saisie par le Président de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat, par un quart des membres de l'Assemblée Nationale ou de l'Ombudsman. » ;

Considérant que selon les dispositions de l'article 234 de la Constitution, l'une des compétences de la Cour est de statuer sur la constitutionnalité des lois et des actes réglementaires pris dans les matières autres que celle relevant du domaine de la loi;

Considérant que la requête sous examen émane du Président de la République, une des personnalités habilitées à saisir la Cour de Céans aux termes des dispositions de l'article 236 alinéa 1 de la Constitution et de l'article 4 alinéa 1 de la loi n°1/03 du 11 janvier 2007 ci-haut citée et que l'objet de sa requête de vérifier la conformité à la Constitution de la Loi Organique portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Conseil Supérieur des parquets est légal;

Considérant que l'article 226 de la Constitution institue un Conseil Supérieur des Parquets et renvoie pour ce qui est de ses missions, de son organisation, de son fonctionnement ainsi que du mode de désignation de ses membres, à une loi organique;

Considérant que le texte sous examen est une loi organique portant missions, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur des Parquets et que l'al. 4 de l'article 202 de la Constitution dispose: «Avant de promulguer les lois organiques,

le Président de la République doit faire vérifier leur conformité à la constitution par la Cour Constitutionnelle. » ;

Considérant que l'analyse de cette loi ne relève aucune non-conformité à la Constitution;

Décide:

- 1°) Que la saisine est régulière.
- 2°) Qu'elle est compétente.
- 3°) Que la requête est recevable.
- 4°) Que la loi Organique Portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Conseil Supérieur des Parquets est conforme à la Constitution.
- 5°) Que le présent arrêt sera publié au Bulletin Officiel du Burundi.

Ont siégé à Bujumbura en date du 03 juin 2019

Président:

Charles NDAGIJIMANA (sé)

Vice-président:

Jérémie NTAKIRUTIMANA (sé)

Membres:

Claudine KARENZO (sé)

Bernard NTAVYIBUHA (sé)

Canésius NDIHOKUBWAYO (sé)

Léopold KABU RA (sé)

Grégoire NKESHIMANA (sé)

Greffier:

Irène NIZIGAMA (sé)